

# La Pologne dans la stratégie extérieure de la France (octobre 1938-août 1939)

## Une communication d'Annie Lacroix-Riz au colloque de Varsovie sur la campagne de Pologne, 16-17 octobre 2009

Dans l'année précédant la Deuxième Guerre mondiale, la France dirigeante, civile et militaire, dressa une fois de plus la Pologne en pivot d'une « *alliance de revers* » constituée depuis 1921 des petits États d'Europe orientale qui devaient tout ou partie de leurs frontières à sa victoire de 1918. Ce dispositif contre les tentations de revanche du Reich, complété d'une Petite Entente tchéco-roumano-yougoslave officiellement dressée contre l'ancien empire austro-hongrois, avait été fragilisé d'emblée par l'exclusion de la Russie, seul pays décisif dans une guerre sur deux fronts : « *La France n'aurait pas eu la moindre chance de survie en 1914, s'il n'y avait pas eu de front oriental* », rappela le sous-secrétaire d'État permanent du Foreign Office, Robert Vansittart, en mars 1939 [1] ; la question se posait encore en ces termes, à l'heure où la quasi-totalité des obstacles à l'expansion allemande étaient tombés.

Le « front oriental » complet, incluant l'URSS, avait été esquissé en 1934 par Louis Barthou, que Varsovie détesta, pour ce motif, aussi cordialement que Berlin. Il fut enterré avec lui, le 9 octobre de la même année, malgré la fallacieuse signature par Laval, successeur de Barthou, du pacte franco-soviétique le 2 mai 1935. La France, dont le secrétaire général du Quai d'Orsay, Alexis Léger, avait rédigé ce « *chef d'œuvre du galimatias* », l'avait ensuite soigneusement laissé dans cet état [2]. Elle avait depuis « l'assassinat de Marseille » définitivement contraint la Petite Entente, déjà très mal en point avant 1933, à se taire sur tout ce qui fâchait, surtout les plans de conquête allemands à l'Ouest et à l'Est. Les États orientaux avaient définitivement compris le 7 mars 1936 à quel sort leur alliée française promettait leurs frontières en laissant tranquillement le Reich remilitariser la Rhénanie qui menaçait directement les siennes. L'« *alliance* » fut réduite en cendres par le démantèlement à la conférence de Munich, le 29 septembre 1938, de la Tchécoslovaquie (prélude à sa liquidation du 15 mars 1939) comme en prit aussitôt acte un des principaux artisans français de l'assassinat, André François-Poncet, ambassadeur à Berlin choisi (en septembre 1931) par le Comité des Forges : « *La Tchécoslovaquie [... ] morte au point de vue militaire [... ] ne présente plus pour nous que la valeur d'un Luxembourg oriental qui risque de devenir un satellite allemand* » [3].

De ces décombres les dirigeants français, militaires en tête, firent surgir, *ad usum populi Gallici*, la Pologne comme protectrice suprême contre un adversaire d'ailleurs peu alarmant puisqu'ils faisaient mine de croire à ses excellentes intentions à l'Ouest. Ils reprirent l'argument polonais, puissante arme tactique initiale contre le pacte franco-soviétique, quand ils s'employèrent, aux côtés de Londres, à ruiner les chances ultimes du renouvellement de la Triple Entente. Les rapports étayés du Deuxième Bureau établissaient l'extrême faiblesse, en tous domaines, militaire inclus, de la Pologne et son alignement définitif sur Berlin depuis l'automne 1933, mais le haut État-major ne tarissait pas d'éloges. Il n'avait depuis 1935, comme le colonel Gauché, chef du Deuxième Bureau, qui adorait transformer le sens des rapports de ses services en leur strict contraire, cessé de tirer de la comparaison entre deux appuis militaires éventuels cette « conclusion » : « *pour la France, l'alliance polonaise est incompatible avec l'alliance russe, il faut choisir* » [4].

Cette image publique flatteuse sera confrontée à la réalité de la politique extérieure polonaise et des rapports franco-polonais à la fin des années 1930. L'écran de fumée des « garanties » françaises (et anglaises) du territoire polonais sera opposé aux pratiques des Apaiseurs français entre la liquidation initiale de la Tchécoslovaquie et l'assaut allemand contre un État né de la victoire française.

### I. PARIS ET L'ORIENTATION GERMANOPHILE ET SLAVOPHOBIE DE VARSOVIE

La France avait minutieusement observé l'orientation germanophile, slavophobe et francophobe qu'incarnait le trio maître de Varsovie : le maréchal Pilsudski, que Paris n'avait érigé en immense héros qu'en raison de son rôle de champion du « cordon sanitaire », n'avait jamais « *pardonn[é] à la France républicaine son alliance avec le Tsarisme* » : « *il n'a donc jamais aimé et il n'aime pas la France* » [5] ; le « *prince Janusch Radziwill, un des propriétaires fonciers les plus importants non seulement de Pologne, mais de l'Europe entière* », organiquement lié au Reich par sa famille et ses intérêts agraires et industriels, soutien décisif du coup d'État de Pilsudski [6], « *président de la Commission des affaires étrangères de la diète, est franchement francophobe et ne fait aucun effort pour le cacher* » ; Josef Beck, ministre des Affaires étrangères de Pilsudski depuis 1932, son âme damnée « *depuis le coup d'État de mai 1926* », « *encore plus francophobe que le maréchal* » [7], était indéboulonnable, pour des raisons tant allemandes qu'intérieures. Déjà « à la solde de l'Allemagne » avant de succéder au « maréchal » décédé en mai 1935 (le Deuxième Bureau français l'accusait en mars d'avoir « *amassé dans les banques suisses une fortune dépassant 2 millions de francs suisses* ») [8], il servait d'auxiliaire à ses basses œuvres « orientales ». Son action au sein de la SDN, que le Reich avait quittée avec fracas en octobre 1933, était irremplaçable : Beck n'allait donc jamais aux sessions de Genève sans due mission puis compte rendu d'exécution de mandat, à l'étape berlinoise de son retour à Varsovie, habitude connue du Deuxième Bureau [9]. À l'intérieur, l'inamovible président Ignacy Moscicki, de l'avis du Quai d'Orsay « *une nullité absolue, une marionnette choisie par Pilsudski [après le coup d'État de 1926] pour lui servir de paravent* » [10], n'avait rien à lui refuser : Beck le « tenait » en prélevant sur « *les fonds secrets du ministère des Affaires étrangères* » de quoi régler les énormes « *dettes de jeu* » de son fils, ministre de Pologne à Tokyo [11]. Le trio infernal était représenté par deux germanophiles aussi notoires, Josef Lipski à Berlin depuis juin 1933 et Lukasiewicz à Paris depuis juin 1936 après avoir quitté Moscou, qu'il haïssait au moins autant que ses chefs [12].

Varsovie avait fait grand cas des deux prétextes à son tournant extérieur : 1° la déclaration Hitler-Lipski » du 15 novembre 1933, « *instrument diplomatique dont les services de la Wilhelmstrasse [avaient] rédig[é] le projet* » [13] : c'est « *“une petite chose” [...] un simple communiqué relatant une conversation* », avait, pour une fois sincère, clamé l'espion allemand Friedrich Sieburg, un de ses truchements, devant l'ambassadeur de France à Varsovie Jules Laroche [14] ; 2° la « *déclaration de non-agression et d'amitié* », prétendu « *traité germano-polonais* » conclu pour dix ans par Neurath et Lipski et renouvelable, œuvre de Friedrich Gaus, directeur du département juridique de l'Auswärtiges Amt, qui en avait soigneusement éliminé tout ce qui eût pu ressembler à « *une renonciation de la révision de Versailles* » [15]. Dotée d'un chiffon de papier sur lequel convergent toutes les archives diplomatiques et militaires, la Pologne, en toute connaissance de cause, se targua d'avoir gagné le statut d'alliée du Reich et de grande puissance que lui contestait (indubitablement) son « alliée » française.

Dès l'été 1933, Pilsudski glosa sur la non-priorité de « *la révision des frontières de l'Est [...] dans les préoccupations personnelles du Führer* » [16], avant de postuler l'indifférence au *Drang nach Osten* d'un Hitler plus autrichien que « *prussien* » [17]. Ce gros mensonge couvrait sa disposition à céder sur le corridor de Dantzig [18] et son ralliement à l'Anschluss, avéré dès 1932, quasi officiel en novembre 1933 [19] : soutien d'autant plus allègre que, les chancelleries le répétaient depuis les préparatifs des traités sanctionnant la défaite des empires centraux, le « *rattachement* » interdit aurait « *inévitavelmente pour conséquence l'Anschluss des Allemands de Bohême* » [20], première étape de la liquidation de la Tchécoslovaquie. Enfin, la Pologne s'associa au Reich dans l'action subversive quotidienne, dimension terroriste incluse, contre l'Ukraine soviétique que les deux pays avaient jusqu'alors conduite chacun pour soi. Cette collaboration n'empêcha pas Berlin de poursuivre en compagnie du Vatican naguère auxiliaire de Vienne dans cette mission, via le clergé et les groupes séparatistes uniates, son œuvre anti-polonaise en Galicie orientale : c'est à dire dans la partie de l'Ukraine que la France avait en 1920 remise aux chefs polonais du « cordon sanitaire » [21].

Ainsi Varsovie avait-elle dû affecter, entre autres multiples épisodes du feuilleton de l'aveuglement volontaire, d'ignorer que Berlin avait armé et financé les terroristes ukrainiens qui, sous la houlette de Bandera et Lebed, chefs de l'OUN, avaient assassiné le 15 juin 1934 son ministre de l'intérieur Bronisław Pieracki [22] : provocation et test de grande envergure, l'événement s'étant produit deux jours après que

le ministre eut accueilli avec faste Göbbels dans la capitale, où Barthou l'avait précédé sans être « *salué par aucun ministre polonais* » [23]. Paris, aussi informé de la maîtrise allemande de « l'assassinat de Marseille », auquel celui de juin avait servi de répétition avec la complicité respective de Laval et de Beck, fit au moins aussi bien que Varsovie dans l'ignorance feinte [24].

La Pologne de Beck avait reçu du Reich, de l'avis de François-Poncet, symbole de la ligne française d'abdication baptisée Apaisement, l'ample mission de « *disloquer, démembrer la Petite Entente, en exerçant une pesée principalement sur la Yougoslavie, arracher ces États à l'influence française, les écarter de la France, écarter par là même la France de l'Europe centrale, gagner enfin ceux-ci ou certains d'entre eux à l'idée qu'il f[allai]t dénoncer le principe de la sécurité collective et bouleverser la Société des Nations* » [25]. Je ne retiendrai ici de cet ample programme, réalisé au-delà de toute espérance, que sa partie russe et tchécoslovaque, fort utile, malgré le mépris de Paris pour Varsovie, à une ligne française identique. La Pologne secondait d'autant mieux l'Allemagne que ses dirigeants haïssaient la Russie, à l'égard de laquelle « *Pilsudski ne cachait jamais son aversion [...], qu'elle fût rouge ou blanche, bolchevique ou tsariste* » [26]. Cette haine à laquelle l'antibolchevisme avait donné de plaisants atours, non seulement ne gênait pas les dirigeants français, mais leur plaisait.

Ils avaient pour délégués à Varsovie des anticommunistes et antisoviétiques obsessionnels, détestant au surplus « *les juifs de l'Est* » toujours érigés en bolcheviques, Laroche et, depuis la fin mai 1935, Léon Noël, ancien directeur de la Sûreté générale de Laval et bientôt membre du conseil d'administration du Comité France-Allemagne [27]. Ils écoutaient donc avec complaisance les litanies antibolcheviques de leurs homologues polonais, des jeunes fascistes « *à la section orientale du ministère des Affaires étrangères, [...] très anti-russe* », en passant par « *la presse officieuse polonaise et [...] la camarilla qui entour[ait] M. Beck* ». Lequel « *racont[ait] à qui [voulait] l'entendre que l'hitlérisme, constituant la meilleure barrière à opposer au potentiel révolutionnaire que constitu[ait] la Russie, [était] le meilleur garant de l'existence de la Pologne.* » Léon Noël appréciait en 1936 le thème, riche en variations et appelé à resservir, des deux ennemis de la Pologne, l'allemand, plutôt salvateur, et le russe, le seul vrai : « *L'Allemagne [...] peut nous prendre une ou deux provinces, la Russie, elle, a le pouvoir de nous prendre tout, le territoire, les corps, les âmes.* » [28].

## II. L'« ALLIANCE POLONAISE » DE MUNICH AUX PRÉPARATIFS DU « SECOND MUNICH »

En octobre 1938, l'icône de l'antibolchevisme parisien Lukasiewicz, hôte des salons pronazis flagorné par les principaux ministres, s'émerveilla devant un agent du Quai d'Orsay de l'opération munichoise, qui avait épargné au Reich la guerre qu'il n'avait pas encore le pouvoir d'engager et valu à son pays une (brève) gratification. Il cogna sur sa cible favorite, sans oublier Barthou, voué aux gémonies jusque dans la tombe. Jamais la Pologne n'aurait souffert de s'unir à « *la Russie, qu'elle soit blanche ou rouge. [...] ce n'est que la débâcle de la Russie qui nous a permis de conquérir notre indépendance. [...] Avec les bolcheviks, nous avons dû mener une guerre, et les dirigeants de Moscou n'ont jamais abandonné le rêve d'instaurer chez nous les Soviets. Vous voyez d'ici la parution (sic) en Russie blanche, en Ukraine, en Galicie orientale et même dans certaines villes industrielles polonaises, comme Lodz, avec ses 200 000 juifs, des soldats rouges en qualité de nos alliés ? Mais, le lendemain de leur arrivée, nous aurions eu des Soviets dans la moitié de la Pologne, et au lieu de combattre les Allemands, il nous aurait fallu combattre les bolcheviks, ou appeler les Allemands à notre aide. Pour la Pologne, les bolcheviks sont beaucoup plus dangereux que les Allemands, et Moscou que Berlin. Et quant à la valeur de l'armée rouge, nous l'apprécions mieux que les Français. Elle est bonne pour faire de la propagande ou aider un soulèvement communiste, mais au premier choc avec une armée européenne elle sera brisée comme verre. Alors, pourquoi voulait-on nous embarquer à tout prix dans la galère communiste ? Si M. Barthou avait mieux connu l'histoire des relations polono-russes au cours des siècles et, en particulier, depuis le partage de la Pologne, il ne nous aurait jamais proposé de conclure un pacte d'assistance mutuelle avec les Soviets ; de même, ses successeurs ne nous auraient jamais demandé de laisser passer les troupes bolcheviques à travers notre territoire. Aucun gouvernement polonais ne consentirait à se prêter à une telle expérience qui menacerait notre pays d'une révolution communiste* » [29].

Lukasiewicz triomphait d'autant plus que Berlin venait rétrocéder à Varsovie le territoire de Teschen, morceau silésien du gros territoire sudète remis à la conférence de Munich aux Allemands par les Franco-Anglais, qui s'étaient pour ce faire passés de l'avis des « Soviétiques ». Sur l'échelle des haines polonaises, Prague, sans répit maudite pour avoir « volé » Teschen (sur les instances du sidérurgiste français Eugène Schneider [30]), avait en effet grimpé aussi haut que Moscou. En août 1934, le nonce apostolique à Vienne Enrico Sibilica certifia connaître « un accord secret laissant les mains libres à l'Allemagne, non seulement contre l'Autriche, mais aussi contre la Tchécoslovaquie ; en échange de quoi l'Allemagne reconnaissait les revendications de la Pologne sur la Silésie tchécoslovaque et des parties de la Moravie septentrionale » [31]. Paris était, à l'été 1935, informé de l'« accord militaire [...] en préparation entre l'Allemagne, la Pologne et la Hongrie » en vue d'« attaquer et se partager » la Tchécoslovaquie [32]. Depuis le printemps 1938, toutes les capitales, Paris, Londres et Berlin en tête, surenchérisaient dans le mépris, qualifiant Varsovie de « hyène » ou de « vautour attendant le morceau » [33].

La duplicité confinait au grandiose puisque, outre que ni Paris ni Londres n'avaient consulté Varsovie pour assassiner Prague, certains « Munichois » insistaient pour que « la hyène » tirât pourboire du forfait. L'attaché militaire français Félix Musse, aussi antirusse et anti-tchèque que Noël et l'équipe Beck, s'y employa le 21 septembre au motif de gagner la gratitude d'un pays si important : « après avoir tant cédé à l'Allemagne, nous refusons à la Pologne une satisfaction bien modeste » ; on ne saurait s'opposer aux « revendications polonaises » alors que « la Pologne [...] peut être demain, un élément des plus importants pour la reconstruction de notre politique européenne. C'est une carte que nous ne devons pas laisser échapper » [34]. L'un des « quatre charcutiers de Munich » [35], Daladier, masqua le 26 septembre devant l'ambassadeur américain Bullitt sa contribution au dépècement imminent en accablant Varsovie : « il espérait vivre assez pour faire payer à la Pologne son attitude de rapace en proposant à la Tchécoslovaquie un nouveau partage de la Pologne » [36] (ce n'est pas à Prague qu'il le proposerait bientôt mais à Berlin). Londres, dont la participation à la crucifixion de la victime avait été aussi éminente, stigmatisa juste après « une puissance que son passé devrait rendre moins ardente à goûter les partages, et qui parai[ssai]t rechercher les champs de bataille surtout pour y achever les blessés » [37].

Le sursis polonais n'attendit même pas la mort de la Tchécoslovaquie. Outre que la fugace saisie de Teschen allait aggraver la surproduction minière et métallurgique et le déficit abyssal du commerce extérieur polonais [38], le Reich reprit, les Sudètes à peine avalées, son expansion ukrainienne dans la Ruthénie subcarpathique proclamée « autonome » et ailleurs, menaçant directement les frontières orientales de l'alliée prétendue. L'apparente « détente polono-soviétique » qui s'ensuivit n'imprima aucun « revirement [à] la politique polonaise » [39]. Ce n'était, affirma Léon Noël, qu'une astuce tactique de Beck et le « présage [...] d'une prochaine tentative de rapprochement du côté de Berlin » sur des « questions » à négocier : « frontière de la Russie subcarpathique, questions dantzicoises, transit à travers le Corridor, juifs polonais du Reich, questions économiques et minoritaires » [40].

Bien qu'il n'y eût plus rien à négocier après le 15 mars 1939, la Pologne en ligne de mire directe du Reich présenta encore durant quelques mois pour les dirigeants français le même intérêt tactique que naguère. Moscou, qui était vouée au néant diplomatique depuis Munich, demanda en effet au lendemain de l'invasion de la Bohême-Moravie qu'eût enfin lieu la concertation entre toutes les cibles du Reich, tant à l'Ouest qu'à l'Est. Paris relança donc le mythe public de la magnifique alliée militaire polonaise, si supérieure à l'armée rouge inepte, tout en se répandant en privé sur l'épave que la Wehrmacht balaierait en quelques jours. Représentatif de cette ligne inavouable, Pierre Taittinger, champion d'origine du « cordon sanitaire » (« un des promoteurs du groupe franco-polonais de la Chambre en 1920 »), ressortit le paravent. Le 20 avril, retour d'un séjour polonais (de mars), il déclara à un banquet parisien du « Cercle républicain national » : « l'appui de la Pologne, dont les avions peuvent atteindre Berlin en moins d'une heure, nous serait autrement précieux que celui de l'URSS en cas de conflit avec l'Allemagne » [41]. Le 6 septembre, Pologne déjà écrasée, offrant à Daladier ses services politiques, Taittinger lui rapporta que « le chef d'état-major de l'armée polonaise » [Waclaw Stachiewicz] lui avait en mars « déclaré qu'en dépit de la supériorité considérable de moyens de l'Allemagne, il pensait pouvoir tenir, le cas échéant, plus d'un mois. [...] Les autorités françaises que j'ai consultées à l'époque, tant au ministère des Affaires



*étrangères à Paris (M. Bressy) que nos autorités diplomatiques à Varsovie, déclaraient que huit jours, ce serait déjà beau » [42].*

La Pologne rejoignit donc à nouveau, de mars à août 1939, l'Angleterre comme leurre contre l'alliance de revers : l'alliance militaire anglaise, imaginaire, avait toujours été présentée à l'opinion publique comme le recours suprême, supérieur à tout autre, le soviétique surtout. Après avoir « garanti » en mars-avril 1939 les frontières de la Pologne, qui ne leur avait rien demandé, Français et Anglais admirent lors des préparatifs de la mission Drax-Doumenc des 11-24 août 1939 à Moscou exclusivement destinée à faire endosser aux « Russes » la responsabilité du fiasco qu'ils ne consentiraient à Varsovie aucun secours, ni militaire ni économique. Moscou, traitée en « valet de ferme », selon la formule de Jdanov dans La Pravda du 29 juin [43], devrait, privée d'alliance défensive avec Paris et Londres, tout assurer aux Polonais : aide économique et militaire, avec maintien du veto contre l'entrée de son armée en terre polonaise, que les Occidentaux imputeraient aux seuls Polonais souverains.

Le rideau de l'alliance militaire anglo-polonaise fut déchiré le 17 août devant les hôtes soviétiques de haut rang des obscurs délégués militaires français (Doumenc) et anglais (Drax), Vorochilov, commissaire du Peuple à la Guerre, et Chapochnikov, chef d'état-major général. Le général Heywood avoua « *des effectifs [...] dérisoires* » tout en les multipliant par trois : il annonça que les Anglais mettraient six divisions sur pied en France « dans les premiers mois de guerre » alors qu'ils n'en avaient jamais promis plus d'un maximum de deux depuis 1936. Après quoi, devant Vorochilov interloqué de cet aveu partiel, « *Drax, après avoir longuement toussoté, finit par présenter un argument qu'il avait déjà soumis à la délégation française pendant la [longue] traversée et qu'on l'avait supplié de ne jamais utiliser : "N'oubliez pas, dit-il, que la Pologne, si elle est seule, peut être écrasée en deux semaines..."* ». « *Cela voulait dire, commenta l'honnête Doumenc, que la Russie ne pourrait jamais venir à temps à l'aide de la Pologne et qu'elle se trouverait seule en face d'une armée victorieuse.* »

Londres et Paris non seulement se gardèrent de le raconter à leurs opinions respectives, mais se retranchèrent derrière le veto polonais renouvelé contre l'aide de l'armée rouge : Wehrmacht à ses portes, Varsovie entonnait à nouveau (ainsi, le 19 août) le grand refrain de Pilsudski « *Avec les Allemands nous risquons de perdre notre liberté, avec les Russes, nous perdons notre âme* ». Du veto de la Pologne, incontestable, ses nouveaux « alliés » se moquaient autant que, un an plus tôt, de l'avis de la Tchécoslovaquie sur son droit à l'existence, État-major français au premier chef. Quand celui-ci avait, au printemps 1935, fait semblant d'envisager une alliance avec l'URSS et esquissé en conséquence des plans de guerre (denrée disparue en 1939), il avait retenu trois hypothèses : Pologne 1° « *alliée de la France contre l'Allemagne* », 2° « *neutre* », 3° « *alliée de l'Allemagne* ». Seule, avait-il conclu, la troisième hypothèse avait valeur militaire, car c'est d'une Pologne ennemie, dont on n'aurait pas à requérir l'avis, qu'on utiliserait au mieux la totalité du territoire [44].

En août 1939, le trio Daladier-Bonnet-Alexis Léger, efficacement relayé à Varsovie par le tandem Léon Noël-Félix Musse, alla même dans le sabotage de « *l'alliance de la dernière chance* » (Michael Carley) plus loin que les Anglais. Quand le capitaine Beaufre, envoyé là-bas en (fausse) mission le 19 pour quérir l'adhésion polonaise à une demande d'aide de l'armée rouge, rappela à celui-ci que « *les évaluations britanniques relatives à la résistance polonaise donnaient à celle-ci un délai de 15 jours au maximum avant l'effondrement complet* », il provoqua l'indignation du « *général Musse et [de] ses adjoints* » : ceux-ci « *s'élevèrent violemment contre cette appréciation portée sur la résistance polonaise, disant qu'il était absurde de sous-estimer une armée excellente, bien équipée, et dont les conceptions tactiques avaient fait de grands progrès* ». La noirceur des intrigues, sur ce point et sur bien d'autres, de l'ambassadeur et de l'attaché militaire contre l'alliance tripartite ulcéra le général Doumenc, honteux du rôle que ses chefs civils et militaires lui avaient depuis juillet fait jouer à Paris puis à Moscou [45].

Le 23 août permit, comme prévu, d'imputer aux Soviétiques l'échec final, stigmatisé qui résiste à toutes les ouvertures d'archives et à la production scientifique consécutive [46]. Varsovie porta sa part d'un crime aussi franco-anglais que polonais, et Daladier, un de ses maîtres d'œuvre, mima devant Bullitt la fureur contre « *les Polonais coupables de folie criminelle pour n'avoir pas répondu à la proposition des Russes*

*d'une assistance active à la Pologne* » [47]. Ce tapage couvrit une autre duperie de « *l'opinion française dindonnée par les campagnes "idéologiques"* » inépuisables de l'ère munichoise [48]. Les dirigeants français, au moment même où ils avaient ranimé la momie de l'« alliée » polonaise, avaient soutenu la tentative de « second Munich » : ils avaient en avril-mai 1939 brûlé d'enthousiasme pour la « *conférence de la paix [...] inspirée par Mussolini* » et lancée par Pie XII via son nonce à Paris, Valerio Valeri, visant à arracher à Varsovie l'abandon de Dantzig et du corridor. L'affaire, marquée par le célèbre article de Marcel Déat *Mourir pour Dantzig ?* dans L'Œuvre du 4 mai, s'était enlisée vu la réticence britannique à répéter l'opération de septembre 1938 [49].

Les hérauts français des mains libres du Reich à l'Est ne renoncèrent pas pour autant à obtenir de Varsovie, comme naguère de Prague, le consentement à son propre dépècement. Lukaszewicz, roi de la germanophilie mondiale, avait été brusquement détrôné par la nouvelle étape du *Drang nach Osten* : il fut pendant l'été abandonné de tous, notamment par le ministre des Affaires étrangères Georges Bonnet, qui le priva de ses visites quotidiennes [50]. Les mêmes « pacifistes » recommencèrent après le 23 août, avec le surcroît d'audace qu'autorisait un paravent antioviétique et anticommuniste inoxydable. Bonnet prit avec son imposante cohorte « pacifiste » l'initiative de « négociations » avec l'Axe sur la Pologne dont le Reich n'avait plus aucun besoin : incapable d'attaquer avec succès la Tchécoslovaquie en 1938, l'armée allemande était au 1er septembre 1939 en mesure de conquérir la Pologne sans quitus des Apaiseurs. La méthode des tractations alors repoussée par Berlin serait en revanche pratiquée pour préparer une débâcle aussi rapide et spectaculaire que celle de la Pologne, « *grand port paralysé [...] en 48 heures* » viii [51], celle de la France. Les dirigeants polonais avaient certes activement œuvré à la destruction de la Pologne ; leurs anciens tuteurs, si méprisants qu'ils fussent pour « la camarilla » de Beck, feraient mieux encore au service de la défaite française de mai (officiellement juin) 1940.

## **Annie Lacroix-Riz est professeur d'histoire contemporaine à l'université Paris 7**

### **Notes :**

[1] Michael Carley, 1939, *The alliance that never was and the coming of World War 2*, Chicago, Ivan R. Dee, 1999, p. 4, souligné dans le texte

[2] Citation, Jean-Baptiste Duroselle, *Politique étrangère de la France, la décadence 1932-1939*, Paris, Le Seuil, 1983, p. 142

[3] Renseignement cité, 12 avril, et *Note sur l'évolution du problème tchécoslovaque*, 10 octobre 1938, 7 N 3097, Service historique de l'armée de terre (SHAT)

[4] Renseignement EMA 2e Bureau (DB), 6 février 1936, 7 N 3186, SHAT

[5] EMA DB Depas 177, H/19.1/8, 10 janvier 1934, 7 N 3024, SHAT

[6] EMA DB, Depas 866, 17 juin 1935, 7 N 3024, SHAT

[7] Note Europe, 8 mai 1935, URSS 1918-1940, 982, MAE et EMA Depas 177, H/19.1/8, 10 janvier 1934, 7 N 3024, SHAT.

[8] EMA Depas 282, 4 mars 1935, 7 N 3024, SHAT

[9] Archives allemandes et françaises, Lacroix-Riz, Choix, p. 196-199, 225-227.

[10] Note Europe centrale de la sous-direction SDN, 30 novembre 1937, SDN 1918-1940, 2171, MAE.

- [11] Les « *nouvelles dettes de jeu* » du fils Moscicki s'élevaient à « 200-250 000 *zlotys* », dépêche 12 de Léon Noël, Varsovie, 4 janvier 1936, SDN 1918-1940, 2168, MAE ; EMA DB, P/a 23863, 18 février 1936, 7 N 3024, SHAT.
- [12] Dépêche 32 de Laroche, Varsovie, 30 mai 1933, et télégramme 441-442 de Léon Noël, Varsovie, 8 juin 1936, SDN 1918-1940, 2163 et 2169, MAE
- [13] Télégramme François-Poncet 2063-2065, Berlin, 18 novembre 1933, SDN 1918-1940, 2164, MAE
- [14] Télégramme Laroche 728-36, Varsovie, 18 novembre 1933, SDN 1918-1940, 2164, MAE. Sur le « journaliste » Sieburg, index Choix et Munich
- [15] « Déclaration », 26 janvier, mémorandums Gaus, Berlin, 16 et 22 janvier 1934, Documents on German Foreign Policy (DGFP), C, II, p. 364-367, 394-395 et 421-422.
- [16] Dépêche 252 de Laroche, Varsovie, 28 juin 1933, SDN 1918-1940, 2163, MAE.
- [17] « *Il n'est pas prussien. Il n'en a pas la raideur. Il sort du peuple. "Il veut l'alliance (sic) [(sic) dans le texte] avec l'Autriche"* », déclara-t-il le 24 novembre 1933 au général d'Arbonneau, l'attaché militaire français, télégramme 750-755 Laroche, Varsovie, même date, SDN 1918-1940, 2164, MAE.
- [18] SDN 1918-1940, à partir du vol. 2163, Pologne, dossier général, février-octobre 1933, MAE
- [19] Télégramme 927 François-Poncet, Berlin, 16 mai 1933, SDN 1918-1940, 2163, et depuis les télégrammes 2053 du même, 16 novembre, et 746 de Laroche, Varsovie, 23 novembre 1933, SDN 1918-1940, 2164, MAE.
- [20] Dépêche Beaumarchais 397, Vienne, 25 novembre 1926, Autriche 1918-1940, 77, MAE.
- [21] Lacroix-Riz, *Vatican*, passim et index : Szepticky
- [22] Sources inépuisables depuis le télégramme Laroche 556-7, Varsovie, 16 juin 1934, SDN, 2166, MAE (tous volumes Pologne jusqu'à 2169, février-juillet 1936), et surtout lettre 575 Léon Noël à Laval, Varsovie, 13 novembre 1935, Yougoslavie 1918-1940, 138, assassinat d'Alexandre Ier, 1934-30 décembre 1935, 19 décembre 1936, MAE ; EMA DB, renseignement Depas 882 « *d'un informateur compétent et généralement bien renseigné* », H/25.7/9, 23 juillet 1934, 7 N 3024, rapport des attachés militaires, 1928-1929, et 1933-1939, SHAT. Marian Wojciechowski, *Die Polnisch-Deutschen Beziehungen 1933-1938*, Leiden, Brill-Verlag, 1971, p. 241-242.
- [23] Berliner Börsenzeitung du 14 juin, *Bulletin périodique de la presse allemande* n° 438 du Quai d'Orsay (4 juin-1er juillet), 6-7 juillet 1934, F 7 13433, Allemagne 1934, Archives nationales (AN).
- [24] *Laval*, Choix, p. 207-208 ; Beck, EMA DB, Depas 116, 19 décembre 1934, 7 N 3024, SHAT
- [25] Dépêche 937 François-Poncet, Berlin, 4 juin 1936, SDN 1918-1940, 2169, MAE
- [26] Note Europe centrale de la sous-direction SDN, 30 novembre 1937, SDN 1918-1940, 2171, MAE
- [27] Rapport Legat sur le CFA, 2 mai 1945, PJ 42, Brinon, archives de la Préfecture de police (APP).
- [28] Dépêche 179 de Léon Noël, Varsovie, 8 avril 1936, SDN 1918-1940, 2169, MAE.
- [29] Rapport Nac, Paris, 11 octobre 1938, SDN 1918-1940, vol. 2174, MAE.

- [30] Souhaitant l'unité du bassin charbonnier et métallurgique, le futur roi industriel et financier de la Tchécoslovaquie préférait le confier à Prague, plus sûre, Segal Paul H., *The French State and French private investment in Czechoslovakia, 1918-1938 : a study of economic diplomacy*, New York, Garland, 1987, p. 55-67.
- [31] Rapport Z1.110/Pol. d'Hoffinger, 27 août 1934, souligné dans le texte, traduction, 7 N 3024, SHAT. Sibilia, Vatican, index.
- [32] EMA DB, P/a, 22124, 22141, 8, 9 juillet, et Depas 1095, 29 septembre 1935, 7 N 3024, SHAT.
- [33] DGFP, D, II, p. 770-771, 849-850, 861-863, 915-918, etc
- [34] Rapport Musse 98/S, 21 septembre 1938, 7 N 3107, SHAT.
- [35] Hénaff, 25e Congrès confédéral CGT, novembre 1938, p. 274.
- [36] Tél. 1124 Bullitt, Paris, 26 septembre 1938, Foreign Relations of the United States (FRUS) 1938, I, p. 668-669
- [37] Dépêche 891 de l'ambassadeur Corbin, Londres, 10 octobre 1938, SDN 1918-1940, 2174, MAE.
- [38] Dépêche 131 de Triat, consul de France à Poznan, 21 octobre 1938, SDN 1918-1940, 2174, MAE.
- [39] Dépêche 942 d'Adrien Thierry, Bucarest, 7 décembre 1938, SDN 1918-1940, 2174, MAE.
- [40] Télégramme 1282 de Léon Noël, Varsovie, 8 décembre 1938, SDN 1918-1940, 2174, MAE
- [41] RG, 17 mars, BA 1951, PRNS, 20 avril 1939, GA, T6, archives de la Préfecture de police (APP).
- [42] Lettre confidentielle et personnelle à Daladier, Saint André de Mareuil sur Lay (Vendée), 6 septembre 1939, 5 N 581, SHAT.
- [43] Dépêche 2309 de Palasse, Moscou, 5 juillet 1939, et article traduit, 7 N 3123, SHAT.
- [44] « Note sur l'appui qui pourrait éventuellement être demandé à l'URSS » jointe à la lettre 485 2/RMA de Maurin à Laval, 8 avril 1935, URSS 1930-1940, 928, MAE.
- [45] Rapport Doumenc (citations comprises), 7 N 3185, SHAT. Détails, Choix, p. 495-503, et Munich, p. 159-168 (archives françaises et britanniques).
- [46] Geoffrey Roberts, *The unholy alliance : Stalin's pact with Hitler*, Londres, Tauris, 1989 ; *The Soviet Union and the origins of the Second World War. Russo-German relations and the road to war, 1933-1941*, New York, Saint Martin's Press, 1995 ; Michael Carley, 1939 ; Lacroix-Riz, *Choix et Munich*.
- [47] Entretien avec Daladier et Léger, tél. 1543 Bullitt, Paris, 22 août, FRUS, 1939, I, p. 301-304.
- [48] Note État-major, anonyme, 15 septembre 1938, N 579, SHAT.
- [49] Tél. 897 Bullitt, Paris, 28 avril, FRUS, 1939, I, p. 179-182, depuis le 4 mai 1939, DBFP, 3, 5, p. 411 sq., Vatican, p. 382-384 (et Choix et Munich).
- [50] Rapport Guariglia, Paris, 12 juillet 1939, Documenti Diplomatici italiani, 8e série, XII, p. 413-414.
- [51] Stachiewicz à Musse, 2 ou 3 septembre 1939, cité au procès Pétain, 31 juillet 1945, F1 a 3310, AN.



